



MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Etabli en application du Code de la Commande Publique et
du Cahier des Clause Administratives Générales (CCAG) des marchés publics de travaux dans ses
dispositions issues de l'arrêté du 30 mars 2021

Rénovation du Poste HT/BT de Bordeaux Sciences Agro

Sommaire

ARTICLE 1^{ER} _ PARTIES CONTRACTANTES	4
1.1. Maître d'Ouvrage	4
1.2. Titulaire	4
1.3. Election de domicile	4
1.4. Modification en cours d'exécution	4
ARTICLE 2 _ CARACTÉRISTIQUES DU CONTRAT	4
2.1. Objet du marché	4
2.2. Allotissement	5
2.3. Tranches	5
ARTICLE 3 _ PIECES CONTRACTUELLES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
3.1. Pièces particulières	5
3.2. Pièces Générales	6
ARTICLE 4 _ OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES	6
4.1. Confidentialité – Protection des données personnelles – Mesures de sécurité	6
4.2. Information relative au traitement des données personnelles par le Maître d'Ouvrage .	7
4.3. Propriété intellectuelle	7
4.4. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	8
4.5. Habilitations sécuritaires	8
4.6. Intervention à proximité des réseaux	9
ARTICLE 5 _ CONDITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 6 _ AUTRES INTERVENANTS SUR LE CHANTIER	10
6.1. Responsable du suivi des opérations	10
6.2. Maîtrise d'œuvre	10
6.3. Contrôle technique	11
6.4. Coordination Sécurité - Protection de la santé	11
ARTICLE 7 _ DÉLAIS	11
7.1. Durée du marché – Délai d'exécution	11
7.2. Notification	11
7.3. Computation des délais	12
7.4. Prolongation des délais	12
ARTICLE 8 _ PRIX ET REGLEMENT	12
8.1. Contenu des prix	12
8.2. Variation des prix	13

8.3. Modalités de règlements	13
8.4. Avances	14
8.5. Sûretés.....	14
8.6. Travaux supplémentaires	15
8.7. Nantissement _ Cession de créance	15
ARTICLE 9 _ CONDITIONS D'EXÉCUTION	15
9.1. Lieu d'exécution des prestations	15
9.2. Ordres de service	16
9.3. Convocations _ Rendez-vous de chantier.....	16
9.4. Préparation de chantier	16
9.5. Etudes et plans d'exécution.....	17
9.6. Organisation, sécurité et hygiène du chantier.....	18
9.7. Sujétion spéciale découlant de l'environnement du chantier	19
9.8. Matériaux et produits	19
9.9. Plan d'implantation des ouvrages et piquetages.....	20
9.10. Registre de chantier	20
9.11. Chantier propre à faible nuisance	20
ARTICLE 11 _ PÉNALITÉS	21
11.1 Pénalités pour retard dans l'exécution	21
11.2 Pénalités pour retard dans la transmission des documents.....	22
11.3 Pénalités pour absence à une convocation	22
11.4 Pénalités pour défaut de repliement des installations de chantier	22
11.5 Pénalités pour non-respect des réglementations en matière de sécurité ou de travail dissimulé	22
11.6 Pénalités pour dégâts causés aux arbres	22
11.7 Pénalités pour non-respect d'un ordre de service.....	23
ARTICLE 12 _ ASSURANCES	23
ARTICLE 13 _ INTERRUPTION ET AJOURNEMENT DES TRAVAUX	23
ARTICLE 14 _ CONSTATATIONS ET CONSTATS CONTRADICTOIRES.....	24
ARTICLE 15 _ RÉSILIATION DU MARCHÉ	24
15.1 Résiliation pour évènements extérieurs au marché.....	24
15.2 Résiliation à l'initiative du Titulaire	24
15.3 Résiliation pour faute du Titulaire.....	24
15.4 Résiliation pour motif d'intérêt général	24
ARTICLE 16 _ REGLEMENT DES DIFFÉRENTS	24
ARTICLE 17 _ DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX	26

ARTICLE 1^{ER} _ PARTIES CONTRACTANTES

1.1. Maître d'Ouvrage

Le Maître d'Ouvrage est l'École Nationale Supérieure des Sciences Agronomiques de Bordeaux, établissement public d'enseignement supérieur et de recherche agronomique sous tutelle du Ministère de l'Agriculture, sise 1, Cours du Général de Gaulle, à GRADIGNAN (33170), valablement représentée aux présentes par Madame Sabine BRUN-RAGEUL, en sa qualité de Directrice.

1.2. Titulaire

Le Titulaire du présent contrat est l'opérateur économique ou le groupement d'opérateurs économiques désigné à l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG, sont désignés à l'acte d'engagement une ou plusieurs personnes physiques habilitées à représenter le Titulaire auprès du Maître d'Ouvrage pour les besoins de l'exécution du marché.

1.3. Election de domicile

Les Parties élisent domicile, pour le Maître d'Ouvrage, à l'adresse postale figurant en tête des présentes ; et pour le Titulaire, à celle mentionnée à l'acte d'engagement.

A défaut pour le Titulaire d'avoir élu domicile dans le délai de 8 jours à compter de la modification effective de l'adresse de son siège social, toutes les notifications visées à l'article 7.2 ci-après seront valablement faites à la Mairie du lieu de construction jusqu'à ce qu'il ait fait connaître au Maître d'Ouvrage l'adresse du domicile qu'il a élu.

1.4. Modification en cours d'exécution

Toutes les modifications survenues au cours de l'exécution du marché et portant sur la situation juridique ou économique du Titulaire, notamment l'adresse à laquelle il a élu domicile, devront être portées à la connaissance du Maître d'Ouvrage dans les 8 jours de la survenance de l'un des événements prévus par l'article 3.4.2 du CCAG. A défaut, le Titulaire s'expose à l'application de la pénalité prévue à l'article 11.2 ci-après.

ARTICLE 2 _ CARACTÉRISTIQUES DU CONTRAT

2.1. Objet du marché

Les stipulations du présent CCAP s'appliquent à l'ensemble des prestations afférentes à la réalisation du programme ci-après :

Rénovation du poste HT/BT de Bordeaux Sciences Agro

2.2. Allotissement

Les prestations ont été alloties en 1 lots, décomposées comme suit :

- Lot N°01 : Electricité CFO/CFA

2.3. Tranches

Le présent marché fait également l'objet d'une décomposition en plusieurs tranches.

Tranche ferme : Rénovation du Transformateur

Tranche optionnelle 1 : Batterie de Condensateur 80 KVAR

Tranche optionnelle 2 : Transformateur 630 KVA

ARTICLE 3 _ PIECES CONTRACTUELLES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Pour l'application de l'article 4.1 du CCAG, le Maître d'Ouvrage communique au titulaire toutes les informations et pièces dont il est en possession et dont la connaissance est utile pour l'exécution du marché.

Le respect de cette obligation est réalisé dans le cadre des documents de consultation des entreprises ainsi que dans le cadre de la phase de mise au point du marché.

Le Titulaire est responsable de la vérification des documents ou des informations transmises par le Maître d'Ouvrage lequel est exonéré de toute responsabilité et ne pourra être mis en cause à quelque titre que ce soit du fait de ces documents ou informations.

Le Titulaire reconnaît avoir eu toute latitude pour inspecter et examiner le site et ses environs, et les informations disponibles afférentes.

Parallèlement le Titulaire communique au Maître d'Ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait le seul destinataire et dont la connaissance est utile au Maître d'Ouvrage dans le cadre précontractuel.

3.1. Pièces particulières

Par ordre de priorité, les pièces particulières sont les suivantes :

- L'acte d'engagement ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire ;
- Les mémoires technique et environnemental du Titulaire ;
- Le présent CCAP ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance, y compris leurs actes modificatifs postérieurs à la notification du marché ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- La série de plans, schémas et croquis, établis par le maître d'œuvre, auteur du projet, éventuellement accompagnés de ceux établis par les bureaux d'études cotraitants de l'architecte ;
- Le calendrier général d'exécution ;
- Le Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT) établi par le Bureau de Contrôle ;
- Les pièces mises au point pendant la période de préparation de chantier :
 - o Le calendrier détaillé d'exécution,

- Le plan d'hygiène et de sécurité,
- Le plan d'installation de chantier,
- Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS),
- Le planning prévisionnel des dépenses.
- Les autres pièces particulières ci-après :
 - Les Rapport Amiante Avant Travaux (RAAT)
 - La Charte chantier propre à faibles nuisances

Le présent article est dérogatoire au CCAG.

3.2. Pièces Générales

Par ordre de priorité, les pièces générales sont les suivantes :

- Les prescriptions techniques générales constituées par les documents du REEF et du CSTB, et, notamment les normes homologuées, ou les normes applicables en France en vertu d'accords internationaux, dans les conditions prévues au décret n° 84.74 du 26 janvier 1984 modifié fixant le statut de la normalisation, les cahiers des clauses techniques des DTU (Documents Techniques Unifiés) ;
- Les avis techniques du CSTB et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis ;
- Le règlement sanitaire départemental ;
- Les règlements de voirie éventuels applicables dans la commune où se situe l'opération ;
- Le cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) pris en application de l'arrêté du 30 mars 2021.

Nonobstant toutes stipulations contraires, les pièces particulières prévalent toujours sur les pièces générales.

Les pièces générales sont réputées connues des Parties et ne sont pas jointes au marché.

ARTICLE 4 _ OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES

4.1. Confidentialité – Protection des données personnelles – Mesures de sécurité

Les supports informatiques et documents fournis par le Maître d'Ouvrage au Titulaire du marché restent la propriété du Maître d'Ouvrage.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Il en va de même pour toutes les données dont le titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Conformément à l'article 34 de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 « Informatique et Libertés », le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception des copies nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au marché ;

- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;
- Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent marché ;
- A l'issue du marché, procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

A ce titre, le Titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable du Maître d'Ouvrage.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-17 du code pénal.

Le Maître d'Ouvrage pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées et dans les conditions précisées par l'article 50 du CCAG.

4.2. Information relative au traitement des données personnelles par le Maître d'Ouvrage

Les informations collectées par le Maître d'Ouvrage directement auprès du Titulaire font l'objet d'un traitement ayant pour finalité la passation et la gestion des marchés publics. Ces informations sont à destination du Maître d'Ouvrage. Elles seront conservées pendant 30 ans après la fin d'exécution du marché.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, le Titulaire dispose des droits suivants sur ses données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité.

Pour exercer ses droits, le Titulaire peut adresser une demande par courrier au Délégué à la protection des données du Maître d'Ouvrage, par courriel à de l'adresse suivante : contact@agro-bordeaux.fr

4.3. Propriété intellectuelle

Le régime de propriété intellectuelle est celui défini aux articles 45 à 48 du CCAG Travaux.

Les livrables du présent marché s'entendent :

- Des résultats : éléments réalisés spécifiquement par le Titulaire dans le cadre du marché ;
- Des connaissances antérieures standards : éléments soumis à une licence préexistante au marché ;
- Des autres connaissances antérieures : éléments créés par le Titulaire, le Maître d'Ouvrage ou des Tiers dans un cadre extérieur au présent marché.

Le Titulaire, les Tiers et le Maître d'Ouvrage restent propriétaires de leurs connaissances antérieures.

Il appartient au Titulaire de lister l'ensemble des connaissances antérieures utilisées qui ne figurent pas dans son offre pendant toute la durée d'exécution du marché.

Le Maître d'Ouvrage dispose du droit d'utiliser les résultats, pendant toute la durée des droits d'auteur et à l'échelle internationale, pour les besoins et finalités d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées. Par défaut, cela comprend le droit de :

- Publier et utiliser les résultats ;
- Evaluer, assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution des résultats ;
- Procéder aux opérations d'archivage public ;
- Transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétence du Maître d'Ouvrage.

Le Maître d'Ouvrage ne dispose pas du droit de commercialiser les résultats.

Le Titulaire a le droit réutiliser les résultats, à l'exception des résultats dits « identitaires » pour le Maître d'Ouvrage (logo, marque etc...) ou confidentiels.

4.4. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le Titulaire remet au Maître d'Ouvrage :

- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du Maître d'Ouvrage.

Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG Travaux, dès lors que le Maître d'Ouvrage demande au Titulaire, en cours d'exécution du présent marché, des modifications ayant pour finalité de se conformer aux nouvelles règles intervenues en matière de protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail, le Titulaire est tenu d'y faire droit sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant. A défaut d'exécution, le Titulaire s'expose aux sanctions prévues aux articles 11.7 et 15.3 du présent CCAP.

4.5. Habilitations sécuritaires

Les personnes intervenantes habituellement ou en remplacement, notamment désignées par le Titulaire et ses sous-traitants doivent disposer des habilitations de sécurité requises. À cet effet, le Titulaire remet au Maître d'Ouvrage la liste nominative du personnel d'intervention et de remplacement.

Ces personnes possèdent les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le personnel respectera les règles de sécurité.

En particulier le Titulaire devra obligatoirement respecter les dispositions du Décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur. A ce titre il devra assurer la formation de son personnel pour les travaux entrant dans le cadre du décret N°2004-924.

Le Titulaire devra s'assurer que l'ensemble de son personnel intervenant dispose d'une habilitation électrique suffisante pour mettre en application la norme NFC18-510 lors de l'exécution d'opérations sur les ouvrages électriques, appareillages électroniques en basse tension.

Le Titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour se conformer au décret 2012-639 du 4 mai 2012 et à l'article R.4412-117 du code du travail. A ce titre il devra s'assurer que l'ensemble de son personnel intervenant soit formé au risque amiante conformément à la sous-section 4 de la section 3 du chapitre 2 du titre 1er du livre 4 du code du travail.

Par application du décret n°2016-175 du 22 février 2016 relatif à la carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics, les personnels intervenants au titre de ce marché pour le compte du Titulaire, doivent être en possession de leur carte professionnelle d'identification. Cette carte sera présentée à chaque demande du représentant du Maître d'Ouvrage ou de son Maître d'Œuvre.

De même, le Titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, tiendra un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier, et le mettra à disposition du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre.

Le Titulaire désigne, en outre, un responsable qui est l'interlocuteur habituel du Maître de l'Ouvrage au titre de la gestion des règles de sécurité. Tout changement de responsable est signalé.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de demander le remplacement de tout membre du personnel d'intervention.

Par ailleurs, le Maître d'Ouvrage autorise le personnel du titulaire ou de ses sous-traitants éventuels, à pénétrer dans toutes les parties des installations pour exécuter les prestations contractuelles ou pour procéder aux vérifications qui pourraient être nécessaires, et en conséquence, interdire l'accès desdites installations à toute personne non mandatée par le Maître d'Ouvrage.

Par dérogation à l'article 7 du CCAG Travaux, dès lors que le Maître d'Ouvrage demande au Titulaire, en cours d'exécution du présent marché, des modifications ayant pour finalité de se conformer aux nouvelles règles intervenues en matière d'environnement, de sécurité et de santé, le Titulaire est tenu d'y faire droit sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant. A défaut d'exécution, le Titulaire s'expose aux sanctions prévues aux articles 11.7 et 15.3 du présent CCAP.

4.6. Intervention à proximité des réseaux

Le Titulaire devra remettre, au plus tard lors de la mise au point du marché, la liste des autorisations d'Intervention à Proximité des Réseaux délivrés à ses employés.

Pendant l'exécution du marché, le personnel agréé pour intervenir à proximité des réseaux, devra disposer d'une autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux délivré sous la responsabilité de l'employeur et dans les conditions prévues par les articles L. 554-1 à L. 554-5 et R. 554-1 à R. 554-38 du code de l'environnement.

Pour l'application du présent article, sont annexés les documents suivants :

- La Charte Bâtiment et Informations Modélisées ;
- Un projet de convention à conclure entre le Titulaire et le Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 5 _ CONDITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché.

Conformément aux dispositions de la loi du 31 décembre 1975, il doit faire accepter son (ou ses) sous-traitant(s) et faire agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par le maître de l'ouvrage.

La demande de sous-traitance peut intervenir au moment de la conclusion du marché ou pendant son exécution. L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur, dans les conditions prévues aux articles L2193-5, R2193-3 et R2193-4 du Code de la Commande Publique.

Conformément à l'article 2.5 du présent CCAP, chaque déclaration de sous-traitance devra expressément identifier l'opération concernée.

Le paiement direct du sous-traitant accepté par le Maître d'Ouvrage est de plein droit dès lors que le montant des prestations dont il assure l'exécution est supérieur à 600 € TTC.

Conformément aux dispositions relatives à l'auto liquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adressera une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées quant à elle sera perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- Une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique ;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail ;
- Et par dérogation à l'article 3.6.1.5 du CCAG, le contrat de sous-traitance.

A défaut de produire l'ensemble de ces éléments, la demande de sous-traitance sera automatiquement rejetée par le Maître d'Ouvrage.

Dans l'hypothèse où les conditions fixées au présent article ne seraient pas respectées, le Titulaire s'expose aux sanctions prévues aux articles 11.5 et 15.3 du présent CCAP.

ARTICLE 6 _ AUTRES INTERVENANTS SUR LE CHANTIER

6.1. Responsable du suivi des opérations

Madame RULLAUD Nathalie, en sa qualité de Responsable du Service Patrimoine logistique et résidence de Bordeaux Sciences Agro Ou Monsieur ALLIGAND Vincent son adjoint, dûments habilités à représenter le Maître d'Ouvrage.

6.2. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par *FRELANCE ETUDES*
23 quai de Paludate
33800 Bordeaux

Olivier KERVIEL
Chargé d'affaires
06.26.36.57.70
o.kerviel@freelance-etudes.com

Qui assure les missions : APD/PRO/ACT/EXE/DET/AOR

6.3. Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par l'article 2 (V) de la loi n°83-440 du 2 juin 1983 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Les missions confiées par le Maître d'Ouvrage au contrôleur technique sont relatives aux prestations suivantes : Vérification réglementaire et contrôle de conformité d'installation.

Les remarques formulées au cours du chantier par le contrôleur technique devront être observées et ne pourront faire l'objet d'une majoration des coûts.

6.4. Coordination Sécurité - Protection de la santé

Une coordination en matière de sécurité et de santé est organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

ARTICLE 7 _ DÉLAIS

7.1. Durée du marché – Délai d'exécution

La durée du marché est précisée à l'acte d'engagement. Elle inclut la période de préparation de chantier, le repliement des installations et la remise en état des lieux.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans cette durée d'ensemble, conformément au planning prévisionnel et sont prévus au calendrier détaillé d'exécution.

Le délai d'exécution de la période de préparation commence à courir à compter de la date fixée à l'ordre de service adressé au Titulaire lui prescrivant le démarrage de la période de préparation.

Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à courir à compter de la réception par le Titulaire de l'ordre de service lui prescrivant le démarrage des travaux.

7.2. Notification

Conformément à l'article 3.1 du CCAG Travaux, la notification des décisions qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. La date de la notification est celle figurant au récépissé.

7.3. Computation des délais

Les délais attachés au présent marché sont fixés en jours calendaires.

Le comptage des délais s'effectue conformément aux dispositions de l'article 3.2 du CCAG Travaux.

7.4. Prolongation des délais

Les délais peuvent être prolongés ou la date de début d'exécution reportée dans les conditions prévues à l'article 18.2 du CCAG Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, il est ici précisé que le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 15 jours. La station météo de référence est celle de BORDEAUX-MÉRIGNAC.

ARTICLE 8 _ PRIX ET REGLEMENT

8.1. Contenu des prix

Les prix du marché sont traités à prix forfaitaires, sur la base de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux que ces sujétions résultent notamment :

- De l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- De phénomènes naturels ;
- De l'utilisation des fluides, gaz, eau, électricité, nécessaires à la bonne exécution des prestations ;
- De la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- Des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- De la réalisation simultanée d'autres ouvrages ;
- De la différence de sol par rapport à l'étude de sol ;
- Des contraintes exigées par les mitoyens ;
- De la continuité de service garantie à l'établissement pendant toute la durée des travaux ;
- De l'ensemble des sujétions induites par les conséquences d'un état d'urgence sanitaire (ex : COVID 19) ;

En cas de groupement de commande, le prix des travaux attribués au mandataire comprend également les dépenses devant résulter de son action de coordination des membres du groupement.

En cas de sous-traitance, le prix comprend les frais de coordination et de contrôle par le Titulaire de ses sous-traitants, ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De plus, sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents, le Titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le Maître d'ouvrage.

8.2. Variation des prix

Dans le cas où un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le Titulaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations, les prix sont actualisables dans les conditions définies à l'article 9.4.3 du CCAG Travaux. Pour l'application de la formule d'actualisation qu'il prévoit, il est ici précisé que l'index de référence est **l'index BT47**.

8.3. Modalités de règlements

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par les articles R2191-20 à R2191-22 du Code de la Commande publique. Le caractère définitif des paiements intervient au moment du solde du marché.

8.3.1 Décomptes et acomptes provisoires

Il est fait application des dispositions des articles 12.1 et 12.2 du CCAG Travaux.

8.3.2 Décompte final

Il est établi conformément aux modalités fixées par les articles 12.3 et 12.4 du CCAG Travaux.

8.3.3 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

8.3.4 Délais de paiement

Le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par le Maître d'Ouvrage, selon les dispositions de l'article R2192-12 du Code de la Commande Publique.

8.3.5 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la Commande Publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 € sera ajoutée au montant calculé comme spécifié ci-dessus.

8.4. Avances

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue pour les marchés dont le montant est supérieur à 50.000 €HT et dont la durée prévisible d'exécution est d'au moins 12 mois, selon les modalités stipulées ci-après. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Il est fait application de l'option B de l'article 10.1 du CCAG Travaux.

Le montant de l'avance est de 20 % pour les Titulaires ou ses sous-traitants ayant la qualité de petite ou moyenne entreprise telle que définie par l'article R 2151-13 du Code de la Commande Publique.

Il est de 5 % pour les autres Titulaires.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la commande publique Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant TTC du marché.

En cas d'avance supérieure à 50 000€, cette dernière ne pourra être versée qu'après constitution d'une garantie à première demande à hauteur du montant de l'avance prévue à l'article R2191-7 du Code de la commande publique Cette garantie à première demande pourra être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

L'avance est remboursée par précompte en une fois, le seuil d'avancement de 65 % atteint.

8.5. Sûretés

Le Maître d'Ouvrage exige du Titulaire une garantie à première demande qui devra être établie conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 par un organisme agréé par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution mentionnée à l'article L. 612-1 du code monétaire et financier.

Cette sûreté porte sur l'intégralité des prestations objet du marché.

Les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après expiration du délai de garantie dans les conditions prévues à l'article R2191-42 du Code de la Commande Publique.

8.6. Travaux supplémentaires

Le présent marché est modifiable, sans nouvelle procédure de mise en concurrence, dans les conditions prévues par les articles L2194-1 à L2194-3 du Code de la Commande Publique.

Ces modifications devront être approuvées par le Maître d'œuvre et validées par le Maître d'ouvrage par l'établissement d'un avenant.

Les dispositions prévues aux articles R2191-1 à-10 du Code de la Commande Publique trouvent pleine et entière application, ainsi que les articles 13 à 16 du CCAG travaux, sauf en ce qui concerne :

- S'agissant des modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives : le délai de 30 jours prévu à l'article 13.5 du CCAG Travaux, relatif à l'acceptation des prix définitifs par le Titulaire, est ramené à 15 jours ;
- S'agissant de l'augmentation du montant des travaux, le préavis de 30 jours accordé au Titulaire pour informer le Maître d'Ouvrage de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel, visé à l'article 14 du CCAG Travaux, est porté à 60 jours.

8.7. Nantissement _ Cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R2191-45 à R2191-63 du Code de la Commande Publique.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG Travaux, seuls seront notifiés au Titulaire les copies de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

ARTICLE 9 _ CONDITIONS D'EXÉCUTION

9.1. Lieu d'exécution des prestations

Les prestations objet du présent marché s'exécutent : *Bordeaux Sciences Agro*

1 cours du Général de Gaulles CS 40201

33175 Gradignan Cedex

9.2. Ordres de service

Les stipulations de l'article 3.8 du CCAG Travaux sont ainsi précisées :

Tous les ordres de service doivent en principe être exclusivement signés par le Maître d'œuvre qui a la responsabilité du suivi des travaux.

Toutefois, par exception, l'ordre de service prescrivant le démarrage de travaux ainsi que tout ordre de service portant sur la modification du programme des travaux et ceux portant résiliation unilatérale du marché, doivent impérativement être également signés par le Maître d'Ouvrage.

Le Titulaire doit accuser réception de tous les ordres de service qui lui sont transmis dans un délai de 7 jours francs ou de 24 heures dans le cadre d'ordre(s) de service imposant un tel délai pour des motifs de sécurité ou d'urgence.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG, c'est à l'occasion de la transmission de l'accusé de réception et dans le même délai de 7 jours ou de 24 heures, que le Titulaire pourra présenter ses réserves aux ordres de service.

9.3. Convocations _ Rendez-vous de chantier

Par dérogation à l'article 3.9 du CCAG Travaux, le Titulaire ou son représentant, ainsi que ses cotraitants se rendent dans les bureaux du Maître d'œuvre, du Maître d'Ouvrage ou sur le(s) chantier(s) toutes les fois qu'ils en sont requis. Cette obligation s'applique aux sous-traitants dès lors que les convocations ad hoc en apportent la précision.

9.4. Préparation de chantier

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, la durée de la période de préparation est fixée à 1 mois. Elle est incluse dans le délai d'exécution tel qu'il est défini à l'article 7.1 du présent CCAP.

Cette période a pour objet :

- De mettre au point les modalités d'exécution des travaux. Le Titulaire établira les plans techniques, afin qu'ils puissent être validés par le Maître d'œuvre, les bureaux d'études et de contrôle avant tout démarrage de chantier ; L'installation de chantier sera effectuée durant cette phase ; Les voies provisoires de chantier ainsi que les modalités d'accueil des personnels seront clairement définies, les plans d'hygiène et de sécurité seront établis, les autorisations diverses seront demandées conformément aux avis du Coordonnateur sécurité.
- De permettre la mise au point technique du projet ; Le Titulaire réalisera les prototypes ; Il présentera l'ensemble des échantillons ainsi que les avis techniques correspondants. Il sera procédé à une lecture concertée des marchés avec chaque entreprise, notamment les sous-traitants, afin que chacun ait effectivement connaissance des prestations qu'il s'est engagé à fournir.
- D'effectuer une coordination en amont entre les entreprises ; Chacune des entreprises s'informeront des tâches à réaliser par les autres, prendra connaissance des modes opératoires, des interfaces et repérera à l'avance les points pouvant entraîner des problèmes de qualité et de finition.

- De mettre au point l'organisation du chantier et les modalités de communication entre les intervenants ; Les différents acteurs du chantier, seront clairement identifiés ainsi que leurs rôles, les uns par rapport aux autres.
- De réexaminer et d'ajuster une dernière fois le planning en fonction des contraintes de l'ensemble des entreprises ; Les entreprises devront indiquer avec précision leurs périodes de congés ; Les risques d'intempéries seront pris en compte, en particulier, pour évaluer les temps de séchage durant les mois d'hiver.
- De s'assurer des approvisionnements ; Les moyens de stockage et de manutention seront précisés afin de garder aux fournitures leurs qualités contrôlées lors de la livraison ; Le Titulaire vérifiera auprès de ses fournisseurs les délais et les quantités, afin qu'il n'y ait pas de retard ou de rupture d'approvisionnement.
- De préciser les attentes en matière de Qualité et les règles générales applicables en matière de traitement des non-conformités (acceptation en l'état, démolition, rebut, réparation).
- De faire connaître au personnel les tâches à réaliser ; Les entreprises se donneront les moyens d'informer à l'avance leur personnel sur les caractéristiques du chantier et sur les tâches précises qui seront à réaliser.
- De former et de sensibiliser à la qualité l'ensemble du personnel de l'entreprise afin d'assurer la qualité et son contrôle à tous les niveaux du processus de construction.

A cette fin, devront être élaborées, recueillies et rassemblées les pièces visées à l'article 3.1 du présent CCAP.

9.5. Etudes et plans d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article R2431-15 du Code de la Commande Publique, les études d'exécution sont mises à la charge du Maître d'œuvre dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG Travaux et notifiés sans frais au titulaire.

Les plans d'exécution restent à la charge des entreprises. Le Titulaire les transmet, ainsi que toutes notes de calcul, documentation et avis techniques, au Maître d'œuvre et au Contrôleur technique aux fins de contrôle et de visas. Ces documents seront également transmis au Coordonnateur SPS dès lors que son avis est nécessaire au regard de l'hygiène et la sécurité des travailleurs. La remise des documents d'exécution visés par la maîtrise d'œuvre au maître d'ouvrage intervient au terme de la période de préparation de chantier.

Au cours de l'exécution le Titulaire établira tous les attachements nécessaires, effectuera tout plans et croquis des ouvrages notamment ceux dont l'examen ne sera plus possible ultérieurement, et les transmettra au Maître d'œuvre.

A l'issue de l'exécution de ses travaux, le Titulaire élaborera un dossier complet des ouvrages qu'il aura exécutés.

Le dossier des ouvrages exécutés contient les éléments suivants :

- Les plans d'exécution conforme aux ouvrages exécutés ;
- Les notices de fonctionnement ;
- Les prescriptions de maintenance ;
- Les fiches techniques et certification des produits ;

- PV de conformité des matériels installés.

Ce dossier sera remis en 02 exemplaires (1 format papier / 1 sur clé USB) au Maître d'œuvre aux fins de constitution du DOE et en 02 exemplaires (1 format papier / 1 sur clé USB) au Coordonnateur SPS aux fins de constitution du DIUO.

Le DOE sera remis au Maître d'œuvre, le jour où il formule la demande de réception dans les conditions de l'article 10 du présent CCAP. A défaut, le Titulaire encourt l'application de la pénalité prévue à l'article 11.2.

9.6. Organisation, sécurité et hygiène du chantier

9.6.1 Installation de chantier

Le Titulaire du lot n° 1 Electricité a la charge de réaliser le plan d'installation de chantier qui devra être validé par le Maître d'œuvre.

Par application des dispositions de l'article 31.1 du CCAG Travaux, le Titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations telles que clôtures, baraquement et affichage.

9.6.2 Coordonnateur SPS

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au Titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du Coordonnateur SPS. L'entrepreneur qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre immédiatement en place.

Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci. Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

Le Coordonnateur SPS doit informer le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tel que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le Coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le Maître d'Ouvrage, après avis du Coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

Le Coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

Tout différend entre le Titulaire et le Coordonnateur SPS est soumis au Maître d'Ouvrage.

Le Titulaire communique directement au Coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;

- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le Titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le Coordonnateur SPS et les intervenants.

Le Titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son ou ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le Titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le Coordonnateur SPS.

À la demande du Coordonnateur SPS, le Titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

9.7. Sujétion spéciale découlant de l'environnement du chantier

L'attention du Titulaire est attirée sur l'existence d'une activité d'enseignement et de recherche dans l'enceinte de l'établissement. Le Titulaire, son personnel et cotraitants et sous-traitants éventuels, doivent respecter les consignes de sécurité ainsi que le règlement intérieur propre à l'établissement.

Du fait de la réalisation des travaux pendant le fonctionnement de l'établissement, le Titulaire doit prendre toutes ses précautions pour ne pas gêner ce fonctionnement et notamment en ce qui concerne le bruit, l'approvisionnement et le stockage des déchets, la circulation des personnes et des véhicules ainsi que cela est détaillé dans le CCTP. Le Titulaire doit assurer également un parfait confinement des zones de chantier afin d'éviter la propagation de poussière.

Le Titulaire prend en outre toutes les mesures concernant la protection du personnel de l'établissement et des étudiants, concernant tous les risques d'accident inhérents au chantier (risques électriques, chute d'objet, trous, ouvertures de façades, circulations...).

9.8. Matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualité des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

9.9. Plan d'implantation des ouvrages et piquetages

L'implantation des ouvrages est définie conformément au dossier de demande de permis de construire, précisé par les plans d'exécution visés par le Maître d'œuvre.

Le piquetage général est effectué par le Titulaire, contradictoirement avec le Maître d'œuvre.

Un piquetage spécial est également effectué dans les conditions de l'article 27.3.1 du CCAG Travaux dès lors les travaux doivent être exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens.

9.10. Registre de chantier

Conformément à l'article 28.5 du CCAG Travaux, l'ensemble des documents émis ou reçus par le Maître d'œuvre, concernant le déroulement du chantier, est répertorié historiquement par le Maître d'œuvre dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui, et le Titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement.

Ce registre est tenu à la disposition du Maître d'Ouvrage et de tous les intervenants autorisés et remis au Maître d'Ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

9.11. Chantier propre à faible nuisance

Le Titulaire s'oblige à respecter et à faire respecter à ses sous-traitants, les stipulations de la charte chantier propre à faible nuisance qui auront valeur contractuelle et dont la méconnaissance équivaut à une faute contractuelle susceptible de faire l'objet des sanctions prévues au présent CCAP.

Pour l'application des dispositions du présent article, est annexé au CCAP la charte Chantier propre à faible nuisance, à laquelle les parties conviennent de se référer.

ARTICLE 10 _ RÉCEPTION

Les modalités de réception sont celles prévues à l'article 41 du CCAG Travaux.

En cas de réception assortie de réserves, le délai de 3 mois accordé au Titulaire pour remédier aux imperfections et malfaçons, énoncé à l'article 41.6 du CCAG Travaux, est ramené à 1 mois.

Il est toutefois précisé, pour les marchés passés en corps d'état séparés, que la réception par le Maître d'Ouvrage ne sera prononcée que dès lors que l'ensemble des travaux tous corps d'état sera achevé. La réception lot par lot n'est pas prévue, exception faite pour certains travaux tels que les plantations, par exemple, ainsi que les travaux devant être réalisés avant les travaux de finition sur décision du Maître d'Ouvrage.

La réception ne sera prononcée qu'en une seule fois quelle que soit la date de finition des ouvrages par les divers corps d'état et fera l'objet d'un procès-verbal établi entre le Maître d'Ouvrage et l'entreprise.

Aucune réception partielle ne pourra être réalisée au sein d'un même lot.

En revanche, compte tenu des spécificités du présent marché, le Maître d'Ouvrage prévoit la possibilité de procéder à plusieurs réceptions partielles en suivant les prescriptions de l'article 42 du CCAG Travaux.

Pour les tranches de travaux, ouvrages ou parties d'ouvrages ayant donné lieu à une réception partielle, le délai de garantie court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

Toutefois, dans tous les cas, le décompte général est unique pour l'ensemble des travaux et il ne pourra acquérir de caractère définitif qu'à compter de la réception de la dernière tranche de l'opération.

Dans tous les cas également, les stipulations générales relatives à la libération des sûretés ne sont applicables qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

Le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an compter de la date d'effet de la réception.

ARTICLE 11 _ PÉNALITÉS

Les pénalités définies ci-après sont cumulables.

Toutes les pénalités définies ci-après sont exigibles dès le 1er euro et sont plafonnées à 10% du montant HT du marché.

Elles sont applicables sans qu'il y ait besoin de mise en demeure préalable.

Elles donnent lieu à la constitution de provisions tel que décrits à l'article 11.1 ci-dessous.

11.1 Pénalités pour retard dans l'exécution

La présente disposition déroge à l'article 19.2 du CCAG Travaux.

Tout retard dans la livraison de l'opération ou d'une tranche de livraison assortie d'un délai partiel donne lieu, sans mise en demeure préalable à l'application d'une pénalité forfaitaire fixée à 1/1000^{ème} du montant HT du marché par jour de retard.

Dans le cas de groupement, les pénalités sont partagées au prorata des montants des marchés, de chaque entreprise dans le cas où le retard est imputable à l'ensemble des entreprises constituant le groupement, ou conformément aux stipulations de l'alinéa ci-avant dans le cas où le retard est clairement imputable à une entreprise membre de ce groupement.

Pour les entreprises séparées, tout retard constaté dans un délai global ou partiel donne lieu à l'application sans mise en demeure préalable d'une pénalité fixée comme indiqué au 3^{ème} alinéa du présent article.

Le maintien final du délai étant subordonné au respect de la cadence ou de l'échelonnement des travaux fixés par le calendrier d'exécution, tout dépassement en cours d'exécution des délais correspondant aux phases de travaux qui y sont figurées donne le droit au Maître d'Ouvrage d'exiger du Titulaire la constitution immédiate d'une provision qui est effectuée par une retenue sur le montant de l'acompte.

La constatation du retard est établie chaque semaine par comparaison de l'état d'avancement réel des travaux et de l'état d'avancement déterminé par le planning, la date d'origine de ce dernier à celle prescrite pour le commencement des travaux. Pour chaque phase de travaux, en l'absence de précision de cadence au calendrier d'exécution, celle-ci est, pour l'état d'avancement, réputée uniforme dans le délai imparti à cette phase. Le montant de la provision est calculé par application au nombre de jours de retard du montant journalier de pénalité.

Lorsqu'à la suite d'une première constatation de retard, une provision est constituée dans les conditions ci-dessus, son montant est, le cas échéant au cours des mois suivants, réduit ou augmenté selon la diminution ou l'augmentation constatée du retard de l'Entrepreneur. Cette retenue provisoire pourra être transformée en pénalité définitive, si, à l'expiration de son marché, l'Entrepreneur défaillant n'a pu

respecter son délai contractuel d'exécution. Les pénalités sont toujours exprimées en Euros hors taxes et par jour calendaire.

Il est rappelé que les délais, impartis englobent le repliement des installations de chantier, la remise en état des lieux et les différents nettoyages. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux.

Sans préjudice de l'application de la pénalité ci-dessus, le Maître d'Ouvrage peut, en cas de constatation de retard dans ces opérations et après mise en demeure restée sans effet, y faire procéder au frais de l'Entrepreneur défaillant.

11.2 Pénalités pour retard dans la transmission des documents

A chaque fois qu'il est requis du Titulaire la fourniture d'un document, par le Maître d'Ouvrage ou par le Maître d'Œuvre, qu'il s'agisse d'un document prévu au présent CCAP ou d'un document devenu exigible en cours d'exécution du marché, et par dérogation à l'article 19.3 du CCAG Travaux, le Titulaire est redevable d'une pénalité d'un montant forfaitaire de 200 € par jour de retard, sans qu'il soit besoin de lui adresser une mise en demeure.

11.3 Pénalités pour absence à une convocation

Lorsque le Titulaire ne répond pas à une convocation du Maître d'œuvre ou du Maître d'Ouvrage, ou qu'il se fait représenter par une personne non habilitée à prendre les décisions, celui-ci s'expose à une pénalité d'un montant fixé à 100 €.

11.4 Pénalités pour défaut de repliement des installations de chantier

Une pénalité de 250 € par jour de retard sera appliquée en cas de défaut de repliement des installations de chantier.

11.5 Pénalités pour non-respect des réglementations en matière de sécurité ou de travail dissimulé

Une pénalité de 2 000 € par infraction constatée sera appliquée en cas de non-respect des réglementations en matière de sécurité ou travail dissimulé.

11.6 Pénalités pour dégâts causés aux arbres

Une pénalité de 1 500 euros par infraction constatée sera appliquée en cas de dégradation ou destruction d'arbre. Cette pénalité concernera non seulement les arbres existants et les arbres plantés dans le cadre du projet.

Les arbres concernés par cette pénalité sont les arbres conservés mentionnés à l'autorisation d'urbanisme, ceux implantés dans un espace boisé classé situé sur le site, le cas échéant, ainsi que les arbres plantés dans le cadre du projet.

11.7 Pénalités pour non-respect d'un ordre de service

Dans tous les cas où le non-respect d'un ordre de service n'est pas sanctionné par une autre pénalité visée aux présentes, le Titulaire sera redevable d'une indemnité forfaitaire de 1/500 -ème du montant HT du marché par jour de retard du fait du non-respect d'un ordre de service.

ARTICLE 12 _ ASSURANCES

Conformément à l'article 8.1.3 du CCAG Travaux, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire ainsi que les cotraitants et les sous-traitants désignés dans le marché, devront justifier qu'ils sont titulaires :

- D'une assurance individuelle de responsabilité civile de chef d'entreprise couvrant les risques qu'il encourt du fait de son activité sur le chantier et des conséquences découlant de la réalisation de son marché, notamment après réception (dommages corporels, matériels, et immatériels). Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de demander au Titulaire (y compris pour dégâts des eaux et incendie) communication des plafonds de garantie par catégorie de risques et exiger, si les circonstances le justifient, l'augmentation de tel ou tel de ces plafonds.
- Conformément aux dispositions de la loi numéro 78.12 du 4 janvier 1978 et de ses textes d'application, relatives à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction, le Titulaire, ainsi que les cotraitants et les sous-traitants désignés dans le marché doivent de même justifier d'une assurance garantissant la présomption de responsabilité qui peut être engagée sur le fondement des articles 1792 et suivants du code civil à propos des travaux de bâtiment pendant la durée découlant des dispositions de l'article 2270 dudit code civil.

Le Maître d'Ouvrage pourra, à tout moment, demander au Titulaire de justifier le paiement des primes afférentes aux assurances.

Aucun règlement, aucun remboursement de la retenue de garantie ou main levée de caution ne sera effectué au profit de toute entreprise qui ne pourrait produire les attestations d'assurance contractuelle ou légale. Ces attestations d'assurance seront à transmettre obligatoirement à la première demande qui en sera faite par le Maître d'Ouvrage, elles porteront mention expresse du programme de construction du présent marché et les dates de souscription.

Si l'entreprise ne fournit pas les attestations d'assurance, le Maître d'Ouvrage pourra souscrire les différentes assurances à sa place et retenir les primes sur les notes d'honoraires sans que le Titulaire ne puisse contester ni la compagnie, ni le montant de la prime.

Dans le cas où l'entreprise relèverait d'une législation étrangère, l'attestation d'assurance mentionnera explicitement que cette circonstance ne fera pas obstacle à la couverture de l'ensemble des risques précités.

ARTICLE 13 _ INTERRUPTION ET AJOURNEMENT DES TRAVAUX

En cas d'ajournement des travaux à l'initiative du Maître d'Ouvrage, en cas d'interruption des travaux pour retard de paiement du Titulaire ou en cas de suspension des travaux pour circonstances imprévisibles, il est procédé tel qu'il est précisé à l'article 53 du CCAG Travaux.

ARTICLE 14 _ CONSTATATIONS ET CONSTATS CONTRADICTOIRES

Il peut être diligenté un constat contradictoire à l'initiative du Titulaire ou à celle du Maître d'œuvre dans les conditions déterminées à l'article 11 du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 11.4 du CCAG Travaux, le délai laissé au Titulaire pour apporter par écrit ses réserves au constat qu'il refuse de signer est de 8 jours.

ARTICLE 15 _ RÉSILIATION DU MARCHÉ

15.1 Résiliation pour événements extérieurs au marché

Il est fait application des dispositions de l'article 50.1 du CCAG Travaux sans y déroger.

15.2 Résiliation à l'initiative du Titulaire

Le seul cas de résiliation à l'initiative du Titulaire intervient en cas de mise en œuvre de l'article 13 du présent CCAP et conformément au dispositif de l'article 53 du CCAG Travaux.

15.3 Résiliation pour faute du Titulaire

Il est apporté à l'article 50.3 du CCAG Travaux la précision suivante :

Dans tous les cas de résiliation pour faute, le Maître d'Ouvrage peut décider soit d'une résiliation simple, soit d'une résiliation aux frais et risques. Il en informe le Titulaire lors de la notification de la mise en demeure d'avoir à exécuter ses obligations.

Par dérogation à l'article 52 du CCAG Travaux, la mise en demeure adressée au Titulaire, l'invitant au respect de ses engagements contractuels et lui signifiant la possible résiliation du marché sur le fondement du présent article, lui accorde un délai pour s'y conformer de 8 jours minimum.

15.4 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le Maître d'Ouvrage peut à tout moment décider de résilier le présent marché pour motif d'intérêt général dans les conditions précisées par l'article 50.4 du CCAG Travaux. L'indemnité due au Titulaire est fixée à 2% du montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes des prestations reçues, par dérogation au taux prévu par cette même disposition.

ARTICLE 16 _ REGLEMENT DES DIFFÉRENTS

En précision des stipulations de l'article 55 du CCAG-Travaux, il est convenu que tout différend né directement entre le Titulaire et le Maître d'Ouvrage, doit faire l'objet d'une lettre de réclamation de la part du Titulaire dans un délai d'un mois à compter de la naissance du différend.

Passé ce délai le titulaire n'est plus recevable à contester la décision du Maître d'Ouvrage.

Une fois le différend porté à la connaissance du Maître d'Ouvrage, celui-ci dispose d'un mois à compter de la réception de la lettre de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation du titulaire.

Tout différend né de cette décision, expresse ou tacite, ou tout autre différend en lien avec le présent marché, doit être soumis au Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Bordeaux, en application des articles R. 2197-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

CCIRA de Bordeaux
Direccte Nouvelle-Aquitaine
Pôle C
118 cours du Maréchal Juin
TSA 10001
33075 Bordeaux cedex

Tél. : 05.56.69.27.45.
Courriel : na.polec@direccte.gouv.fr

L'initiative de la saisine du Comité appartient à la partie la plus diligente.

Si les parties décident de se conformer à l'avis rendu par le Comité, elles concluent une transaction.

A défaut, le litige sera soumis au Tribunal Administratif de Bordeaux.

ARTICLE 17 _ DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

	Article du CCAP	Article du CCAG auquel il est dérogé
Représentation du Titulaire	1.2	3.4.1
Modification en cours d'exécution	1.4	3.4.2
Pièces particulières du marché	3.1	4.1
Protection de la main-d'œuvre, conditions de travail	4.4	6.2
Protection de l'environnement, sécurité, santé	4.5	7
Conditions relatives à la sous-traitance	5	3.6.1.5
Contenu du prix	8.1	9.1.1
Modification du contrat	8.6	13.5 / 14
Nantissement _ Cession de créance	8.8	4.2
Ordres de service	9.2	3.8
Convocations _ Rendez-vous de chantier	9.3	3.9
Période de préparation	9.4	28.1
Autorisations administratives	9.6.3	31.3
Réception avec réserves	10	41.6
Pénalités pour retard dans l'exécution	11.1	19.2
Pénalités pour retard dans la transmission des documents	11.2	19.3
Constats contradictoires	14	11.4
Résiliation à l'initiative du Titulaire	15.2	50.2.1
Résiliation pour faute	15.3	50.3 / 52
Résiliation pour motif d'intérêt général	15.4	50.4

A Le.....

Cachet et signature du Titulaire